

60132

55154

DISTR. : LIMITEE
CEA/MULPOC/NIA/IX/41
FRANCAIS
ORIGINAL : FRANCAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC) DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

NEUVIEME REUNION DU COMITE D'EXPERTS
3 - 7 FEVRIER 1986
LOME, TOGO

R A P P O R T

DE LA NEUVIEME REUNION DU COMITE
D'EXPERTS DU MULPOC DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST

INTRODUCTION

1. La neuvième réunion du Comité d'experts du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique de l'Ouest s'est tenue du 3 au 7 février 1986 à Lomé (République Togolaise).

2. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par un représentant du gouvernement de la République Togolaise, le Président de la huitième réunion du Comité d'experts, chef de la délégation de la République du Niger et le Directeur du Bureau de la coopération économique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

A - PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

3. Participaient à la réunion les représentants des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo.

4. Y participaient également en qualité d'observateurs les représentants du Conseil Africain de l'Arachide (CAA), de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), de la Compagnie Air Afrique, de l'Union du Fleuve Niger, de la Banque Centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), du Fonds de solidarité africain (FSA) et de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

5. Les participants ont élu à l'unanimité le bureau ci-après

- Président : Togo

- Vice-Président : Gambie

- Rapporteurs : Côte d'Ivoire et Nigéria

B - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET PROGRAMME DE TRAVAIL
(Point 3 de l'ordre du jour)

6. Les participants ont, après des modifications, adopté l'ordre du jour et le programme de travail qui figurent à l'annexe 2 du présent rapport.

C - COMPTE RENDU DES DEBATS

7. Le représentant du ministère du Plan et de l'Industrie de la République Togolaise a souhaité la bienvenue aux participants et indiqué que la tenue de la réunion du MULPOC à Lomé constituait un hommage rendu à l'Homme du 13 Janvier, le Général Gnassingbé Eyadéma qui avait amené la paix et la sécurité au Togo.

8. Il a souligné qu'en dépit de la bonne pluviométrie enregistrée en 1985, la situation alimentaire demeurerait précaire en raison des effets consécutifs à la sécheresse qui avaient occasionné un déplacement de personnes, mais aussi, en raison de la pénurie de semences et de la perte de bétail. La faiblesse des structures de production, l'accroissement de la dette et la montée du chômage avaient exacerbé la crise et rendu plus difficile la relance économique en particulier en Afrique de l'Ouest. L'ampleur des problèmes exigeait non seulement que des efforts soient faits au niveau national mais également qu'une approche collective soit adoptée par le biais d'un renforcement de l'intégration économique dans la sous-région.

9. A cet égard, il a invité les participants à examiner les progrès réalisés dans la mise en application du programme de travail du MULPOC au cours de l'année 1985 et à discuter à fond des points de l'ordre du jour relatifs aux domaines prioritaires qu'étaient la sécheresse, la désertification et la crise économique ; l'agriculture ; les ressources en eau ; l'industrie ; le commerce et les finances ; les transports et

les communications ; les mesures visant à renforcer l'intégration économique en Afrique de l'Ouest ; l'intégration de la femme au développement et l'assistance aux organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest. Il a exhorté les participants à se montrer réalistes et concrets au moment de présenter au MULPOC des projets à exécuter en 1986.

10. Le Président sortant et Chef de la délégation de la République du Niger a exprimé sa gratitude au gouvernement de la République Togolaise pour le chaleureux accueil réservé aux participants. Il a également remercié les Etats membres pour le soutien qu'ils lui avaient apporté tout au long de son mandat. Ses remerciements sont aussi allés au MULPOC pour la qualité du travail accompli. Il a invité tous les participants à prendre part de façon effective aux délibérations de la réunion.

11. Le Directeur de la coopération économique a, au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et du Secrétariat tout entier, remercié le Général Gnassingbé Eyadéma, Président Fondateur du Rassemblement du Peuple Togolais, Chef de l'Etat, le gouvernement et le peuple togolais pour la chaleur de l'accueil et pour les moyens mis en oeuvre en vue de la réussite de la réunion.

12. Les participants devaient notamment examiner les progrès réalisés dans l'application du programme de travail du MULPOC au cours de l'année 1985 et formuler des propositions et recommandations réalistes devant être présentées au Conseil des Ministres. Ils auraient également à analyser au cours de leurs travaux les conditions socio-économiques prévalant dans la sous-région et exposées dans les deux documents intitulés "Etude sur la sécheresse, la désertification et la crise économique en Afrique de l'Ouest" et "Etude annuelle des conditions économiques et sociales dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest".

13. Il a souligné la nécessité qu'il y avait au-delà des mesures d'urgence d'oeuvrer en faveur de la relance économique et de porter remède aux problèmes de développement à long terme.

A cet égard, il a fait mention en particulier du programme de priorités pour la relance économique en Afrique 1986-1990 adopté en 1985 par l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la crise économique en Afrique.

14. S'agissant des activités de l'Association des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest, il a rappelé que des comités avaient été créés avec des mandats précis. Il a fait remarquer que le comité du commerce et des finances ainsi que celui de l'industrie avaient accompli des progrès louables. Il a en outre souligné que les OIG étaient devenues davantage consciente de la nécessité pour elles d'harmoniser leurs différents programmes de travail en vue du renforcement de la coopération économique dans la sous-région. A cet égard, la CEA et la CEDEAO étaient sur le point de parachever les études complémentaires à celle sur les propositions visant à renforcer l'intégration économique en Afrique de l'Ouest.

Rapport du Directeur du MULPOC sur la mise en application du programme de travail 1985 et sur les ressources humaines et financières du MULPOC (Point 4 de l'ordre du jour)

15. Le Directeur par intérim du MULPOC a déclaré que 28 p. 100 des éléments du programme de travail de 1985 étaient consacrés aux domaines prioritaires de l'agriculture et des ressources en eau. L'insuffisance des ressources financières à laquelle s'était ajoutée l'affectation d'une certaine partie à l'élaboration du programme de priorités pour la relance économique en Afrique 1986-1987 avait entravé l'exécution du programme de travail.

16. En raison des difficultés qu'il y avait à obtenir des fonds supplémentaires pour financer les activités du MULPOC, il était impératif que les Etats membres continuent d'apporter leur soutien à celui-ci en particulier en annonçant leurs contributions et en détachant des experts auprès du MULPOC. Il a félicité certains des Etats membres qui avaient versé des contributions au MULPOC. Il a instamment prié les autres Etats membres d'en faire autant en vue de promouvoir la réalisation d'une autonomie collective dans la sous-région.

17. Le Directeur du Bureau de la coopération économique de la CEA, a informé les participants que des dispositions étaient actuellement prises pour trouver un remplaçant à l'ancien Directeur du MULPOC de Niamey conformément à la résolution adoptée à ce propos par la Conférence des Ministres de la CEA en 1985. Il a souligné les efforts faits par la CEA pour accroître les ressources du MULPOC par le biais notamment d'une politique de décentralisation.

18. Au cours des débats, des suggestions ont été émises quant à la façon d'améliorer l'organisation de la réunion du Conseil des Ministres, les conditions de distribution des documents, le rapport du Directeur tant du point de vue du fond que de la disposition des données et d'assurer une participation effective des Etats membres à la réunion. L'accent avait été mis sur la nécessité d'axer les activités du MULPOC sur les domaines de priorité en utilisant les ressources disponibles et en tenant compte de la situation socio-économique prévalant dans la sous-région.

19. Pour ce qui est des 150.000 dollars annoncés par la République Fédérale du Nigéria, il a été rappelé aux participants que 50 p. 100 de ces montants devraient être alloués aux domaines prioritaires de l'agriculture et des ressources en eau. En dépit de la crise économique que traversent la plupart des Etats membres davantage de sacrifices devaient être consentis si les Etats membres voulaient exécuter les projets multinationaux en vue d'accélérer le processus d'intégration économique dans la sous-région.

20. La réunion a pris note du rapport du Directeur.

Etude sur la sécheresse, la désertification et la
crise économique en Afrique de l'Ouest
(Point 5A de l'ordre du jour).

21. Le représentant du secrétariat a introduit le document dans lequel était soulignée l'ampleur des problèmes rencontrés dans tous les secteurs par les pays de la sous-région. Les pays touchés par la sécheresse avaient été plongés dans la crise du fait de la dégradation des conditions climatiques, de la récession économique et des déséquilibres sociaux. Les effets de la sécheresse, de la désertification et de la crise économique sur des secteurs comme l'agriculture, l'industrie, les transports, les communications, l'énergie avaient été soulignés. Des recommandations appropriées à court, à moyen et à long termes ainsi que des politiques et stratégies à mener dans le cadre de la lutte contre la sécheresse et la désertification et la résorption de la crise économique avaient été formulées dans l'étude.

22. Au cours des débats, le secrétariat avait été félicité pour la qualité et l'originalité du document. Afin d'améliorer le contenu de l'étude, les participants avaient recommandé que les points suivants soient examinés :

- efforts faits au niveau national pour combattre la sécheresse, la désertification et surmonter la crise économique ;
- incidences de la sécheresse et de la désertification sur les mouvements de population, le développement rural et agricole ;
- sensibilisation et mobilisation des populations rurales en vue de la lutte contre la sécheresse et la désertification ;
- moyens de poursuivre et d'élargir les activités de recherche - développement et de vulgariser les résultats ;
- moyens mis en oeuvre pour économiser de l'énergie en utilisant des foyers améliorés comme c'était le cas actuellement dans les pays du Sahel, grâce aux énergies nouvelles et renouvelables ;

- effets de la sécheresse et de la désertification sur les activités et le bien être des femmes en milieu rural
- formulation et adoption d'une approche intégrée surtout dans le secteur agricole en vue du développement harmonieux de la sous-région ;
- mesures en vue de la conservation des sols et de la gestion des ressources en eau.

23. Les participants ont en outre recommandé :

- que l'étude soit mise à jour tous les deux ans et de la façon la plus exhaustive possible et sur une base élargie ;
- que dans la stratégie de lutte contre la sécheresse et la désertification, il soit tiré parti de l'expérience du CILSS et ce, afin d'éviter que ces calamités ne s'abattent pas sur d'autres zones jusqu'ici épargnées ;
- que l'accent soit placé sur la nécessité de traduire en actes concrets par le biais d'allocation de ressources et de l'adoption de mesures, les diverses résolutions et recommandations relatives à la lutte contre la sécheresse et la désertification ainsi qu'à la résorption de la crise économique ;
- que le MULPOC parachève l'étude devant être présentée aux Etats membres sur la base des différents commentaires et observations.

24. Les participants ont souligné que toutes les mesures à adopter pour lutter contre la désertification et la sécheresse et surmonter la crise économique devaient reposer sur le principe de l'autonomie collective ainsi qu'il était stipulé dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

Etude sur l'harmonisation des politiques de prix agricoles. (Point 5 B1 de l'ordre du jour)

25. Un rapport intérimaire relatif à l'étude sur l'harmonisation des politiques de prix agricoles (OIG/NIA/IX/9) a été présenté par le secrétariat. Il avait été demandé au MULPOC

d'aider la CEDEAO et autres OIG intéressées à parachever le mandat de l'étude et à la mener à bien. La CEDEAO devait contribuer au financement de l'étude. Avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la CEDEAO avait donc effectué l'étude conformément au mandat défini par la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC.

26. Les conclusions et recommandations du rapport d'étude avaient été discutées lors d'un séminaire tenu en 1985 à Accra (Ghana) et auquel participaient 12 Etats membres et une organisation intergouvernementale. A cet égard, le secrétariat avait souligné la nécessité de poursuivre l'exécution du projet.

27. Les participants ont pris note du rapport présenté et suggéré que celui du séminaire soit envoyé aux Etats membres pour examen.

Rapport sur l'état d'avancement de la création d'un comité régional de semences en Afrique de l'Ouest.
(Point 5 B (ii) de l'ordre du jour).

28. Le représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/5 et informé les participants des progrès réalisés dans la mobilisation de ressources financières nécessaires à la création d'un comité régional de semences en Afrique de l'Ouest. Ceux-ci avaient été jusqu'ici modestes et il avait été suggéré que la CEDEAO envisage la possibilité de financer le projet.

29. Au cours des débats, il a été souligné que tout devait être mis en oeuvre pour s'assurer que toutes les organisations intergouvernementales et les institutions nationales intéressées participent au projet afin d'éviter le double emploi et le gaspillage des ressources. Il a également été suggéré que des questionnaires soient envoyés aux Etats membres en vue de la collecte d'informations essentielles sur les activités en cours de réalisation dans ce domaine. A cet égard, les études qu'aurait à mener le MULPOC porteraient uniquement sur les pays qui auraient à exécuter des études découlant de l'enquête. La délégation du Nigéria a exprimé le voeu de voir une partie des

contributions annoncées par son pays affectée à cet important projet. Le secrétariat a pris note des observations et réaffirmé que le programme allait être exécuté par un groupe de travail composé du CILSS, de l'Union du Fleuve Mano, de l'ADRAO, de la CEDEAO et du MULPOC qui étaient les principales institutions de la sous-région s'occupant de semences.

30. La réunion a pris note du rapport.

Rapport intérimaire sur la création d'une banque de données agricoles en Afrique de l'Ouest.

(Point 5 B (iii) de l'ordre du jour).

31. Le représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/6 en rappelant le mandat qui avait été défini dans le cadre de l'exécution du programme. Il a informé les participants que cela s'était fait en étroite collaboration avec le CILSS et qu'il leur était présenté pour modifications, commentaires et approbation. Après quoi, un document de projet serait élaboré pour aider à mobiliser les ressources financières nécessaires.

32. Au cours des débats, les participants ont suggéré qu'il soit tenu compte en particulier dans le mandat, de la nécessité de renforcer les organismes nationaux s'occupant de statistiques agricoles.

33. La réunion a pris note du rapport intérimaire et demandé que l'étude soit menée le plus tôt possible.

Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur les conditions agro-climatiques en Afrique de l'Ouest

(Point 5 B (iv) de l'ordre du jour).

34. En introduisant le document ECA/MULPOC/NIA/IX/7, le représentant du secrétariat a informé les participants que des fonds avaient été débloqués pour recruter un consultant qui devait conclure l'étude sur les conditions agro-climatiques en mettant l'accent sur les besoins ~~en eau~~ nécessaires à la culture de céréales ~~et de~~ tubercules ainsi qu'il avait été demandé par

la huitième réunion du conseil des Ministres du MULPOC. Le consultant aurait à visiter les sièges de l'AGRHYMET au Niger, de l'Organisation météorologique mondiale à Genève et de la CEA à Addis Abéba pour parachever son étude. Les conclusions et recommandations de celle-ci seraient communiquées bien avant les réunions des organes de tutelle du MULPOC en 1987.

35. La réunion a pris note du rapport en souhaitant obtenir très bientôt les conclusions et recommandations de l'étude.

Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur les centres et laboratoires vétérinaires en Afrique de l'Ouest. (Point 5 B (v) de l'ordre du jour).

36. Un représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/8 et rappelé la décision de la réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de faire procéder à un inventaire des installations et laboratoires vétérinaires existant dans tous les pays de la sous-région en vue de formuler des recommandations sur celles devant être choisies comme centre régionaux de coordination. Le mandat de l'étude complémentaire avait été défini et les ressources financières nécessaires à l'exécution du projet mobilisé. Un consultant avait été par ailleurs trouvé pour l'étude dont les conclusions et recommandations seraient disponibles avant la tenue des réunions des organes de tutelle du MULPOC en 1987. Les Etats membres avaient été invités à répondre promptement aux messages, télex annonçant l'arrivée du consultant et à tenir à sa disposition toutes les données essentielles contenues dans le mandat de la mission. Les pays à visiter étaient notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Kenya (OUA/IBAR) ainsi que le siège de la CEA à Addis Abéba.

37. La réunion a noté l'importance que revêtait l'étude pour la sous-région et demandé au secrétariat de la mener à bien dans les meilleurs délais. Elle a demandé aux Etats membres de fournir au consultant tout le soutien dont il aurait besoin.

Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur les centres et laboratoires vétérinaires en Afrique de l'Ouest. (Point 5 B (v) de l'ordre du jour).

38. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/9 sur l'harmonisation des politiques de commercialisation, d'échanges et de fixation des prix des produits et sous-produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest. Il a souligné l'importance des produits et sous-produits de l'élevage dans les économies des pays importateurs et exportateurs de la sous-région. Il a été signalé qu'il existait un surplus d'animaux de boucherie dans les pays du Sahel tandis que la demande était loin d'être satisfaite dans les pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria. C'est pourquoi, la sixième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC avait adopté en 1983 une résolution sur l'harmonisation des politiques de commercialisation, d'échanges et de fixation des prix des produits et sous-produits de l'élevage dans la sous-région. Son application permettrait, tout au moins à court terme de tirer le meilleur parti des ressources disponibles.

39. Conformément à cette résolution et en coopération avec des OIG comme la Communauté économique du bétail et de la viande (CEBV), organisme chef de file du sous-comité de l'élevage, diverses activités avaient été menées par le MULPOC depuis 1983. Elles comprenaient notamment la mobilisation de ressources financières destinées à l'exécution du programme ainsi qu'il avait été approuvé par la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC. Bien que les progrès réalisés en 1985 dans la mobilisation des ressources financières aient été modestes, les publications

techniques de base du programme continueraient à paraître et une réunion des responsables des services de l'élevage de la sous-région serait organisée en 1986 dans le cadre du programme de la CEA ainsi qu'adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le soutien et le rôle des organes de tutelle du MULPOC ne sauraient être assez soulignés.

40. Les participants sont convenus de l'importance de l'élevage dans l'économie de la sous-région et ont demandé au chef de la délégation du Nigéria d'appuyer le document de projet devant être soumis très bientôt à son gouvernement.

Eaux souterraines de quelques pays ouest-africains
(Point 5 C (i) de l'ordre du jour)

41. Le représentant du secrétariat a introduit le document CEA/MULPOC/NIA/IX/11 en rappelant l'étude réalisée par le CIEH d'une part et en insistant sur les potentialités de la sous-région dans le secteur des ressources en eau d'autre part.

42. La réunion a pris note du rapport et demandé au MULPOC de poursuivre les études sur la mise en valeur des ressources en eau en étroite collaboration avec les organisations intergouvernementales de la sous-région notamment le Comité interafricain d'études hydrauliques (CIEH).

Hydraulique villageoise. (Point 5 C (ii) de l'ordre du jour).

43. Le représentant du secrétariat a introduit le document intitulé : "Hydraulique villageoise : Réalisations de quelques pays à mi-chemin de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement" (CEA/MULPOC/NIA/IX/12) en évoquant la situation antérieure à la Décennie et celle qui prévaut actuellement. Il a ensuite souligné les progrès enregistrés dans le secteur et attiré l'attention de la réunion sur la disparité des résultats acquis selon les pays. En outre, il a été indiqué qu'une façon d'améliorer la situation serait par le biais d'un échange de données d'informations et d'expériences et qu'une autre serait la réalisation d'activités dans le cadre du comité sous-régional des ressources en eau.

44. La réunion a pris note du rapport.

Suivi de l'étude sur les techniques d'irrigation
(Point 5 C (iii) de l'ordre du jour).

45. Le représentant du secrétariat a introduit le document CEA/MULPOC/NIA/IX/13 pour informer la réunion qu'aucune action concrète n'avait pu être menée avant octobre 1985. La seule réunion élargie organisée par le CILSS en octobre 1985 à Bamako n'avait permis de fixer que les objectifs du Comité sous-régional des ressources en eau désormais chargé entre autres de poursuivre l'étude sur les techniques d'irrigation. L'initiative du CILSS avait permis aux OIG de la sous-région de se pencher sur les problèmes majeurs liés aux secteurs prioritaires de l'agriculture, de la lutte contre la sécheresse et la désertification.

46. Ce point avait suscité de vives discussions et les participants avaient déploré l'inactivité du comité durant la période écoulée. Ils ont cependant souligné la nécessité d'assurer le suivi de l'étude au sein du comité vu l'importance cruciale de l'eau dans la sous-région. Ils ont enfin demandé au MULPOC de collaborer étroitement avec ledit comité.

Suivi de l'étude sur les structures nationales pour l'approvisionnement en eau. (Point 5 C (iv) de l'ordre du jour

47. Le représentant du secrétariat a, dans une note d'information CEA/MULPOC/NIA/IX/14 souligné que rien de précis n'avait été fait dans ce domaine, faute de demandes spécifiques exprimées par les Etats membres. Il a néanmoins évoqué d'une part que quelques aspects de l'étude avaient été traités dans le rapport relatif à l'Hydraulique villageoise et que d'autre part dans le cadre de son programme d'assistance aux pays, la CEA avait élaboré, à la demande du gouvernement du Niger, un document de projet portant sur l'établissement de points d'eau dans la zone agro-pastorale du Niger.

48. La réunion a pris note du rapport et invité les Etats membres intéressés par une telle étude à en faire la demande expresse auprès du MULPOC.

Rapport sur l'état d'avancement de la mise en application du programme de travail de la CEA en matière d'industrie dans les pays membres du MULPOC de Niamey
(Point 5 D (i) de l'ordre du jour).

49. En introduisant le document ECA/MULPOC/NIA/IX/15, le représentant du secrétariat a rappelé la résolution relative à l'industrie adoptée en 1985 à Niamey. Il a informé les participants des activités menées dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique aux niveaux national, sous-régional, régional et inter-régional. Il a attiré l'attention en particulier sur les recommandations contenues dans le chapitre iv du document.

50. Certaines d'entre elles soulignaient l'importance qu'il y avait de la part des Etats membres et des Organisations Intergouvernementales à prendre des mesures destinées à faciliter l'application des résolutions et propositions concernant les industries agricoles, chimiques et métallurgiques ainsi que les projets multinationaux de première génération. Ces mesures porteraient également sur la coopération entre pays de la sous-région.

51. Au cours des débats qui ont suivi, les participants s'étaient interrogés sur l'utilisation qui avait été faite des contributions annoncées par l'ONUDI à la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC tenue en 1985 à Niamey.

Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a indiqué que les fonds avaient servi au financement bilatéral d'activités des Etats membres de la CEDEAO.

52. La réunion a pris note du rapport et instamment prié les Etats membres de fournir régulièrement les informations nécessaires à la mise en oeuvre du Programme de la Décennie.

Rapport sur la réunion concernant la création d'un comité composé de la CEDEAO, de l'Union du Fleuve Mano, de la Commission mixte nigéro-nigériane de coopération, de la CEA0, de la BOAD, de l'OMVS et de la BAD sur le développement industriel. (Point 5D (ii) de l'ordre du jour).

53. Le représentant du secrétariat a introduit le document IGO/NIA/IX/11 au titre du point de l'ordre du jour en question et indiqué qu'il avait été élaboré conformément à la résolution 4 de la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC. Il a ensuite indiqué qu'une réunion concernant la création d'un comité composé de la CEDEAO faisant office de chef de file, de l'Union du Fleuve Mano, de la Commission mixte nigéro-nigériane de coopération, de la BOAD, de la CEA0, de l'OMVS et de la BAD avait été convoquée les 5 et 6 décembre 1985 à Lomé. Le Comité du développement industriel avait examiné son mandat qui avait été approuvé par la deuxième Conférence de l'Association des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest dans sa résolution 4. Ce Comité avait été chargé d'assurer le suivi de toutes les activités ayant trait au domaine industriel.

54. La réunion a pris note du rapport et recommandé que le MULPOC continue à travailler en étroite collaboration avec le Comité et présente le rapport de celui-ci aux réunions annuelles de ses organes de tutelle.

Etude préliminaire sur la promotion des petites industries dans les pays les moins avancés (PMA) de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

(Point 5 D (iii) de l'ordre du jour).

55. Le document ECA/MULPOC/NIA/IX/16 avait été présenté par le secrétariat dans le cadre de l'exécution du programme de travail adopté par la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC qui comprenait notamment les projets liés à la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il y était préconisé l'implantation d'un ensemble de petites et moyennes industries au niveau national. A cet

effet, une mission s'était rendue en Gambie et en Sierra-Léone en vue d'élaborer l'étude. L'objectif en était de recenser les petites industries en place, les problèmes rencontrés dans leur implantation, les types de produits à fabriquer sur la base des matières premières disponibles, la politique globale menée par les gouvernements dans le secteur des petites industries et les efforts déployés pour favoriser leur développement.

56. Au cours des débats, il a été fait remarquer que les petites industries avaient un rôle très important à jouer dans la création d'emplois. A cet égard, les participants ont souligné la nécessité de favoriser l'initiative privée dans la promotion et l'implantation de petites entreprises industrielles. Des études devraient être menées au niveau du secteur agro-industriel en vue de déterminer les domaines où des investissements pourraient être effectués.

7. La réunion a recommandé que l'étude sur le développement des petites industries soit poursuivie.

Répertoire des profils de projets sur les petites industries en Afrique (Point 5D (iv) de l'ordre du jour)

58. En introduisant le document ECA/INR/SSI/WP/2 le représentant du secrétariat a souligné que la CEA avait établi le répertoire en vue de fournir des données techniques et économiques sur les produits, les usines, les machines, les matières premières et d'autres facteurs de production ainsi que sur les besoins financiers. Les adresses de fournisseurs éventuels avaient également été indiquées pour susciter de la part des pays de la sous-région un certain intérêt dans le développement de petites industries.

59. Les participants ont noté l'importance du répertoire puisque, contenant des informations utiles à l'intention des futurs chefs d'entreprises et recommandée que la publication du répertoire des profils de projets sur les petites industries ne soit pas interrompue.

ETUDE SUR LES PRINCIPALES ENTRAVES A L'ACCROISSEMENT
DE LA PRODUCTION ET A LA PROMOTION DES ECHANGES
EN AFRIQUE DE L'OUEST (Point 5 E (i) de l'ordre du jour)

60. Un représentant du secrétariat a introduit deux documents intitulés : Etude préliminaire sur les principales entraves à l'accroissement de la production et à la promotion des échanges en Afrique (IGO/NIA/IX/12a) et les projets de mandat relatifs aux études à effectuer dans le cadre de l'accroissement de la production et la promotion du commerce intra-sous-régional en Afrique de l'Ouest (IGO/NIA/IX/12b). Il a, dans son exposé demandé à la réunion d'examiner et d'adopter les projets de mandat des quatre études émanant du diagnostic fait dans l'étude préliminaire entreprise par le comité spécial composé de la CEDEAO comme chef de file. Il a informé les participants des décisions prises par la deuxième conférence de l'association des CIG de l'Afrique de l'Ouest d'inclure la CEAO dans ce comité spécial, de donner à la CEDEAO mandat de mobiliser les fonds nécessaires à la réalisation des quatre études complémentaires ci-après ;

- 1^o) étude globale du marché sous-régional des principaux produits agricoles et industriels faisant ou susceptibles de faire l'objet d'échanges intra-sous-régionaux en Afrique de l'Ouest ;
- 2^o) étude des mécanismes de financement du commerce intra-sous-régional ;
- 3^o) étude des mécanismes de paiements et de gestion des devises ;
- 4^o) étude de moyens permettant une application effective et efficace des mesures prises au niveau sous-régional en matière de libéralisation des échanges et des décisions envisagées dans le cadre de l'harmonisation des politiques de développement agricole et industriel en Afrique de l'Ouest.

61. Les participants se sont félicités de ce qu'une étude préliminaire aussi exhaustive existe à un moment où se posait aux pays de la sous-région le problème de la relance économique. Les participants ont suggéré que soient enrichis l'étude préliminaire ainsi que les projets de mandat des études complémentaires. Ils ont en outre demandé qu'en plus des parties sur les produits agricoles et industriels une partie de l'étude soit consacrée aux services et que les projets de mandat définissent clairement les modalités de réalisation des études particulièrement en ce qui concerne le choix de l'équipe ou du consultant de même que l'établissement du calendrier des réalisations des études.

62. A l'issue des débats, les participants ont recommandé que le MULPOC continue d'apporter son assistance au Comité spécial composé de la CEDEAO, BOAD, CEAO et du MULPOC avec pour chef de file la CEDEAO. Ils ont pris note des projets de mandat de quatre études complémentaires. En outre, tout en déplorant l'absence de la CEDEAO au moment où ce point était discuté, ils ont demandé que les études complémentaires envisagées soient réalisées dans le cadre du schéma unique de libéralisation des échanges adopté par l'Autorité de la CEDEAO. Enfin, la réunion a invité les Etats membres à s'engager résolument dans la voie de la promotion des échanges intra-sous-régionaux tout en gardant à l'esprit que les échanges devaient reposer sur les principes fondamentaux qui régissent toutes les transactions commerciales en dépit de l'existence de liens privilégiés entre partenaires.

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET SUR LE
COMMERCE DE TRANSIT ET LES FACILITES DE TRANSIT EN
AFRIQUE DE L'OUEST (Point 5 E (ii) de l'ordre du jour).

63. Un représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/18 et informé les participants qu'un consultant avait été recruté et qu'il allait effectuer une étude sur le commerce de transit

.../...

et les facilités de transit dans le cadre de l'assistance à apporter à la CEDEAO pour la mise en application du Protocole de la CEDEAO sur le commerce de transit et les facilités de transit. L'étude sera réalisée durant le premier semestre 1986.

64. La réunion a pris note du rapport et a demandé au MULPOC de faire parvenir aux Etats le rapport de l'étude dès qu'elle serait achevée.

LE ROLE DES SOCIETES TRANSNATIONALES DANS LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE DOMAINE DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES (Point 5 E (iii) de l'ordre du jour).

65. Le secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/NIA/IX/19a relatif à ce point et informé les participants que cette étude s'inscrivait dans le cadre d'une série d'études sur le transfert de technologie par les sociétés transnationale, dans les secteurs auxquels les pays africains accordent la plus haute priorité, notamment les industries agro-alimentaires. Cette étude, une fois achevée, serait présentée à la réunion d'experts sur le rôle des sociétés transnationales dans le processus de développement de l'Afrique ainsi qu'aux prochaines réunions des organes de tutelle du MULPOC en 1987. Le secrétariat a invité les Etats membres à faire parvenir aux MULPOC les informations disponibles à cet égard.

66. La réunion a pris note du rapport.

ETUDE SUR L'HARMONISATION DES POLITIQUES DE TAXATION DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST: Traitement du régime d fiscal relatif aux investissements en Afrique de l'Ouest en vue d'une coopération régionale (Point 5 E (iv) de l'ordre du jour).

67. Un représentant du secrétariat a en introduisant le document ECA/MULPOC/NIA/IX/35 et ECA/PAMM/BUD/85/13, indiqué que cette

.../...

étude avait été élaborée par un consultant et qu'elle portait sur la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone. Il a invité les Etats membres à faire parvenir leurs commentaires, observations et suggestions une fois qu'ils recevraient les copies du rapport d'étude divisée en trois parties : la première relative à l'étude générale sur l'intégration économique, la fiscalité et les investissements ; la deuxième concernant les politiques, structures et régimes fiscaux des six pays en question ; et la troisième contenant des recommandations détaillées.

68. Tout en prenant note des informations fournies, les participants ont souligné l'importance des questions traitées et demandé au MULPOC de faire parvenir aux Etats les copies du rapport de l'étude susmentionnée pour commentaires en vue de l'application des recommandations finales.

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE L'ETUDE AFRICAINE
SUR LA MAIN D'OEUVRE ET LES BESOINS EN FORMATION EN
MATIERE DE TRANSPORT (Point 5 F (i) de l'ordre du jour).

69. Un représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/25 et souligné que l'étude avait pour objet de définir les besoins en matière de main d'œuvre et de formation dans les divers secteurs des transports afin de recommander des mesures appropriées devant permettre d'y affecter un personnel qualifié.

70. Les participants ont été informés que l'étude n'avait pas encore été achevée et que les conclusions seraient communiquées aux Etats membres dans le courant du second semestre de 1986 afin de les aider à mieux déterminer l'ensemble de ces besoins.

71. Au cours des débats, les participants ont fait remarquer que l'étude était très importante eu égard au programme de la Décennie des Nations pour les transports et les communications en Afrique et aux objectifs d'intégra-

tion économique. Les participants se sont posés la question de savoir si le rapport serait présenté à la Conférence des Ministres de la CEA. Ils ont fait observer qu'à l'avenir des efforts devraient être faits pour mettre l'accent sur les activités ou aspects de programme intéressant la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Le secrétariat a pris note de toutes ces observations.

RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'ETUDE D'HARMONISATION ET DE COORDINATION DE DIVERS MODES DE TRANSPORTS (Point 5 F (ii) de l'ordre du jour).

72. En introduisant le document ECA/MULPOC/NIA/IX/22, un représentant du secrétariat a indiqué que l'étude qui avait été élaborée conformément à la résolution 38/150 de l'Assemblée générale avait pour objectif de fournir des informations détaillées sur les infrastructures, les installations, l'équipement ainsi que leurs capacités respectives en mettant l'accent en particulier sur le trafic routier inter-Etats, sa nature, sa direction ainsi que les coûts et taxes que cela représentait. L'étude devait permettre aux gouvernements des pays ainsi qu'aux organisations sous-régionales, régionale et intergouvernementales de formuler des politiques et programmes rationnels en vue d'assurer une meilleure coordination et une meilleure structuration de leurs réseaux et services de transports aux niveaux régional et sous-régional.

73. Les participants avaient également été informés que des études sur les routes et le transport routier, sur le transport ferroviaire, sur le transport maritime, sur les ports, sur le transport par voies d'eau intérieures ainsi que sur le transport aérien portant sur la sous-région de l'Afrique de l'Ouest avaient été achevées.

74. La réunion a pris note du rapport intérimaire et particulièrement tenu compte du fait que certains aspects de l'étude restaient à examiner.

RAPPORTS DES REUNIONS CONSULTATIVES TECHNIQUES SUR
LES SERVICES FERROVIAIRES, AERIENS ET POSTAUX

(Point F (iii), et (v) de l'ordre du jour.

75. A la suggestion du président, les documents ECA/MULPOC/NIA/IX/23, 23 a et 23 b ont été présentés en même temps en raison du fait qu'il s'agissait dans les trois cas de réunions consultatives techniques qui s'étaient tenues au même endroit et au cours de la même période.

76. Le représentant du secrétariat a brièvement exposé les résultats de chacune des trois réunions consultatives techniques et indiqué que 309 projets d'un coût d'environ 7,1 milliards de dollars avaient été examinés et que 61 parmi eux d'un coût total estimé à 657,3 millions de dollars soit 9 p. 100 du coût total avaient suscité des intérêts.

77. Le représentant du secrétariat a indiqué que les résultats des réunions consultatives techniques ne devaient pas être évalués par rapport à cette première manifestation d'intérêt mais plutôt par rapport aux possibilités et aux perspectives de financement qui s'offraient.

78. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont souhaité savoir combien les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest avaient obtenu à l'issue de ces réunions, pourquoi l'intérêt suscité chez les donateurs avait été moindre et comment se faisait-il que l'accent n'avait pas été davantage mis sur la sous-région.

79. Il a indiqué que le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique comprenait à la fois des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux et qu'il avait été suffisamment étoffé au cours des diverses rencontres. Compte tenu du

caractère régional des réunions consultatives techniques, les informations avaient été d'un caractère général et dans l'ensemble bien accueillies.

80. Le secrétariat a pris note des observations en soulignant la nature globale de certaines activités avant d'indiquer qu'à l'avenir il essaierait de fournir des informations précises sur des activités sous-régionales chaque fois que possible.

RAPPORT DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA SCIENCE
ET LA TECHNIQUE (Point G (i) de l'ordre du jour)

81. Ce rapport CEA/MULPOC/NIA/IX/25 fait état des résultats issus de la quatrième réunion du Comité Intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique. Après avoir introduit le rapport pour information, le représentant du secrétariat a particulièrement invité la réunion à se pencher sur les recommandations 15 et II, 1, 2, 3, 4, 5 destinées aux Etats et ce, en vue de la bonne marche des activités du Comité.

82. La réunion a pris note du rapport.

ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES RECOM-
MANDATIONS DE LA PREMIERE ET SECONDE REUNIONS DE
LA CONFERENCE REGIONALE SUR LA MISE EN VALEUR ET
L'UTILISATION DES RESSOURCES MINERALES EN AFRIQUE
(Point G (ii) de l'ordre du jour).

83. Après avoir brièvement rappelé des recommandations issues de cette Conférence et contenues dans le document CEA/MULPOC/NIA/IX/26, un représentant du secrétariat a informé la réunion des mesures prises par la CEA dans le cadre de l'application de ces recommandations et de la mise en oeuvre du programme d'action de LUSAKA.

84. La réunion a pris note de la présentation.

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES
DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU EN
AFRIQUE (Point G (iii) de l'ordre du jour)

85. Un représentant du secrétariat a introduit le rapport CEA/MULPOC/NIA/IX/26b en mettant l'accent sur les mesures institutionnelles de coopération dans le secteur des ressources en eau ainsi que préconisées dans le plan d'action de Mar del Plata. Il a ensuite informé les participants de l'importante réunion inaugurale sur les ressources en eau qui se tiendrait du 2 au 7 Juin 1986 à Addis Abéba.

86. La réunion a pris note de toutes ces informations.

ETAT D'AVANCEMENT DE LA CREATION D'UN CENTRE DE
RECHERCHE SOUS-REGIONAL SUR LES MATERIAUX DE
CONSTRUCTION A CACVELLI (Point 5H (i) de l'ordre du jour)

87. Dans sa présentation du rapport ECA/MULPOC/NIA/IX/27, un représentant du secrétariat a fait l'historique du Centre et rappelé ses objectifs en précisant que cinq pays seulement participaient pour le moment aux activités : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Sénégal et le Togo. Parlant des actions entreprises jusqu'ici dans le cadre du projet, il a notamment insisté sur le rôle déterminant du secrétariat de la CEA et du PNUD, ce dernier ayant accepté de débloquer au titre d'une assistance préalable (1985-1986) un montant de 191.000 dollars destiné à couvrir essentiellement les dépenses de personnel et celles d'ordre administratif.

88. De leur côté, les gouvernements concernés après avoir signé l'Accord portant création du Centre, s'étaient évertués à constituer les organes de conseil, de décision et d'administration du Centre et d'exprimer de façon précise, leurs besoins prioritaires dans le domaine de l'habitat dont aurait à s'occuper le nouveau Centre. Ils avaient également ou versé déjà leurs

contributions pour la phase transitoire 1985-1986 ou allaient le faire au plus tard le 31 Mars 1986.

89. Parmi les actions en cours, le représentant de la CEA a mentionné le programme de travail à court et à moyen terme (1986 et 1987 - 1991) ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour sa réalisation. Les organes du Centre prendraient les décisions y afférentes au cours du mois de Février 1986. L'Accord de siège serait également signé incessamment.

90. Pour conclure, le représentant de la CEA a remercié toutes les parties intéressées pour leurs efforts avant de les inviter à continuer à apporter leur soutien au Centre appelé à devenir progressivement par le biais de ses prestations, un organisme inter-Etats financièrement autonome. Il a fait état des efforts qui allaient être déployés pour faire participer le plus grand nombre de pays possible de l'Afrique de l'Ouest aux activités du Centre.

91. Au cours des débats qui ont suivi, les experts ont été unanimes à reconnaître l'importance du rôle que le Centre sous-régional de recherche sur les matériaux de construction et le bâtiment allait jouer dans le domaine de la promotion de l'habitat au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

92. Les pays participant actuellement aux activités du Centre ont été félicités pour les efforts qu'ils avaient consentis ainsi que la CEA et le PNUD pour leur assistance dans le cadre de l'exécution du projet. Les mêmes pays avaient été invités à maintenir leur engagement pour permettre au Centre d'atteindre pleinement ses objectifs. Les autres pays de la sous-région ont également été invités à tout mettre en oeuvre pour que leur participation au Centre soit effective dans les meilleurs délais.

ETUDE SUR LES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT DECOULANT
DE L'EXPLOITATION DES EAUX SOUTERRAINES POUR
L'UTILISATION AGRICOLE DANS LA ZONE SOUDANO-
SAHELIENNE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (Point 5 H
(ii) de l'ordre du jour).

93. En introduisant le rapport ECA/MULPOC/NIA/IX/28, un représentant du secrétariat a rappelé que cette étude découlait d'une série de mesures adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies et la Conférence des Ministres de la CEA en vue d'intensifier les recherches et l'exploitation des ressources en eau pour les besoins domestiques et agricoles.
94. Il a en outre tenu à préciser que l'étude avait été circonscrite à la zone soudano-sahélienne parce que celle-ci était la plus en proie aux problèmes traités par cette étude. Il y était examiné la gestion des eaux souterraines au Burkina Faso, au Mali et au Niger, des structures en place ainsi que les moyens à mettre en oeuvre en vue de faire face aux problèmes d'environnement causés par l'exploitation des eaux souterraines.
95. Dans l'étude, l'accent avait également été mis sur les possibilités de coopération sous-régionale en matière de protection de l'environnement, de conservation des sols et de lutte contre la désertification. La dernière partie contenait des recommandations destinées à permettre une exploitation saine des eaux souterraines tout en sauvegardant l'environnement dans cette zone aride. Il y était également défini quelques domaines possibles de coopération.
96. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs participants avaient signalé que le rapport contenait des erreurs, des inexactitudes et des omissions. Ils se sont en outre demandés s'il ne faudrait pas le réviser entièrement. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a indiqué qu'il ne s'agissait là que d'un projet de rapport et assuré aux participants que des mesures seraient prises pour réviser le document eu égard aux informations et données nouvelles communiquées lors de l'examen de ce point de l'ordre du jour.

97. Le représentant du secrétariat a par ailleurs prié instamment les participants de porter à son attention les données et informations exactes devant être incorporées dans le rapport, ce qui avait été fait en attendant la révision finale du document.

ETUDE ANNUELLE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES
DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (Point 5I
de l'ordre du jour)

98. Le rapport ECA/MULPOC/NIA/IX/2a a été introduit par un représentant du secrétariat lequel a fait remarquer que ce rapport était une première tentative du MULPOC d'élaborer une étude annuelle à l'échelle sous-régionale. Le rapport ne donnait toutefois qu'un aperçu très général des conditions socio-économiques dans la sous-région.

99. Au cours des débats, l'importance qu'il y avait à mener une telle étude avait été reconnue et il avait^{été}/demandé au MULPOC de continuer dans cette voie. Cependant, des efforts devaient être faits pour améliorer tant le fond que la forme du rapport. En particulier, il avait été fait mention de la nécessité de tenir compte notamment des réformes structurelles dans lesquelles étaient engagés la plupart des pays de la sous-région et d'utiliser surtout les statistiques nationales comme sources d'information. En raison de l'importance et du caractère général du rapport, il avait été suggéré de le présenter parmi les premiers points insérés à l'ordre du jour.

100. La réunion a pris note du rapport.

ASSISTANCE AUX PAYS MEMBRES DU MULPOC DE NIAMEY DANS
LE DOMAINE DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES (RECENSEMENT
DE LA POPULATION ET DES HABITATIONS, ENREGISTREMENTS ET
STATISTIQUES D'ETAT CIVIL) (Point 5 J i de l'ordre du
jour).

101. Le représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/31 et informé les participants qu'un certain nombre de missions d'assistance avaient été entreprises par la CEA en 1985. En particulier, il a fait observer que 29 missions avaient été effectuées dans dix pays en rapport avec la préparation et l'exécution de recensement de la population et de l'habitat et six autres en vue de l'amélioration du système civil. En outre, la CEA a apporté son concours dans l'organisation de séminaires et de travaux de groupe de travail sur les aspects de la collecte des données de recensement et de statistiques d'état civil.

102. Au cours des débats, il a été demandé que l'assistance en matière de statistique de la CEA soit intensifiée et élargie à d'autres domaines tels que les statistiques agricoles, migratoires ainsi qu'au secteur non structuré. Les participants ont par ailleurs félicité le MULPOC pour l'assistance qu'il avait prêtée aux Etats dans un domaine aussi vital que la statistique.

RAPPORT SUR LA FORMATION EN COURS D'EMPLOI
ORGANISEE A L'INTENTION DES CADRES MOYENS DE
LA SOUS-REGION DU MULPOC DE NIAMEY (point 5 J
(ii) de l'ordre du jour)

103. Le représentant du secrétariat a introduit le rapport ECA/MULPOC/NIA/IX/32 et informé les participants que des efforts avaient été entrepris par les différents pays en vue de faire face au problème de la formation des cadres moyens en statistique et par la CEA pour aider les pays de la sous-région dans ce domaine.

104. La réunion a pris note du rapport et invité le secrétariat à reformuler le titre comme suit : "Rapport sur la formation statistique en cours d'emploi au niveau moyen dans les pays membres du MULPOC de Niamey". Elle a en outre invité le MULPOC à poursuivre et à intensifier ses efforts dans le domaine de la formation en matière de statistique.

RAPPORT SUR UN ATELIER DE FORMATION REGIONAL SUR
LES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES (Point 5 K de l'ordre
du jour).

105. En introduisant le document ECA/MULPOC/NIA/IX/33, le représentant du secrétariat a indiqué que la CEA avait organisé un séminaire de formation régional sur les projections démographiques du 15 au 29 Juillet 1985 au siège du RIPS à ACCRA (GHANA). Le séminaire avait permis aux Etats membres de tirer parti de leurs expériences réciproques dans le domaine des projections nationales, de se familiariser avec les méthodes utilisées par l'ONU dans les projections informatisées et de discuter des approches à adopter en vue d'établir des projections sectorielles et sous-sectorielles à partir des projections nationales. Des 15 Etats qui avaient participé au Séminaire, sept appartenaient au MULPOC de Niamey à savoir le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Les délibérations du séminaire avaient été publiées dans deux volumes avec le premier portant sur le résumé des discussions des recommandations et des documents d'information et le deuxième sur un programme de travail consacré à la façon d'exploiter ces projections. Le représentant a informé les participants que les deux volumes seraient envoyés aux Etats membres d'ici au second semestre de 1986. Il a en outre rappelé aux participants que les programmes d'informatique permettant de s'assurer de la qualité des données et de les adapter aux besoins en matière de projections démographiques étaient disponibles à la CEA sur demande en même temps que le programme informatisé de l'ONU permettant d'établir des projections aux niveaux national, sectoriel et sous-sectoriel.

106. Au cours des débats, des participants ont jugé insuffisantes les informations relatives au séminaire. Mention n'avait pas été faite des projets précis en cours sur l'intégration des variables démographiques à la planification de développement. D'autres se sont demandés ce qu'il adviendrait des rapports et si oui ou non des données de qualité nécessaires à l'établissement de projections démographiques au sein de la sous-région étaient disponibles. Ils ont demandé des clarifications sur les relations entre la CEA et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

107. Le représentant du secrétariat a indiqué que le rapport sur le séminaire abordait toutes les questions soulevées concernant la qualité des données. Il a en outre rappelé que la Division de la Population de la CEA était dotée d'un personnel d'appui qui avait été payé par le FNUAP jusqu'en 1983, date après laquelle, il avait été mis sur le budget ordinaire de la CEA. Les services consultatifs régionaux et le projet de POPIN-AFRIQUE de la Division de la population de la CEA étaient jusqu'à présent financés par le FNUAP.

108. La réunion a pris note du rapport et demandé que le résumé des délibérations du séminaire soit envoyé aux Etats membres dès sa publication.

RAPPORT DES ACTIVITES MENEES EN FAVEUR DE L'INTEGRATION
DE LA FEMME AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT EN 1985

(Point 5L de l'ordre du jour)

109. En introduisant le rapport CEA/MULPOC/NIA/IX/34, la représentante du secrétariat a rappelé les priorités et les recommandations adoptées lors de la 4ème réunion du Comité sous-régional pour l'établissement du programme de travail 1985-1986 lesquelles portaient sur :

- a) l'agriculture et l'auto-suffisance alimentaire ;
- b) les effets de la désertification sur les conditions de vie des femmes ;
- c) les conditions de travail des femmes employées dans l'industrie ;
- d) la mise en valeur des ressources humaines ;
- e) la mobilisation des ressources humaines et financières ;
- f) la collecte et la diffusion de données d'information.

110. La représentante a notamment rappelé la résolution 535 (XX) de la Onzième Conférence des Ministres de la CEA sur la femme et le développement en Afrique et demande aux Etats membres de prendre des mesures visant à l'appliquer.

111. Des séminaires de formation avaient été organisés à l'intention des femmes de la sous-région notamment celui sur la création et la gestion des coopératives de textile et de confection qui avait eu lieu du 11 Octobre au 2 Novembre 1985 à BAMAKO à l'initiative du CARFF.

112. Parmi les activités prévues au programme en 1985, figurait aussi le recensement des femmes travaillant dans l'industrie en Afrique de l'Ouest. Ce recensement serait poursuivi en 1986. L'étude sur le rôle et l'apport des femmes dans la production vivrière avait été achevée pour la Côte d'Ivoire et serait étendue aux pays suivants : Mali, Burkina Faso, Ghana, Libéria. Il serait souhaitable que cette étude soit poursuivie dans le cadre du programme d'agriculture du MULPOC qui serait aidé par la Division de l'Agriculture de la CEA.

113. Enfin, les participants ont été informés de l'atelier organisé par le CARFF et le PNUD du 18 au 22 Novembre 1985 à Addis Abéba. La principale conclusion de cet atelier avait été le lancement en 1986 de nouvelles activités décidées par le PNUD. Il s'agissait de quatre exercices de programmation nationale, de deux tables rondes, d'une évaluation et programmation de la coopération technique nationale. Cette nouvelle orientation adoptée par le PNUD

pour le programme des femmes au sein du MULPOC a pour but de prendre en compte la composante femme dans les projets et programmes des plans nationaux de développement depuis la phase d'identification des besoins à celle de l'exécution.

114. Après cet exposé, la présidente du bureau du comité sous-régional, membre de la délégation du Togo a fait part aux participants des préoccupations du comité à la suite de la réaffectation des fonds initialement destinés au programme de travail 1986 du comité à la réalisation de nouvelles activités. Cette décision qui pourrait aboutir à une suppression de l'assistance du PNUD au programme d'intégration de la femme au développement au sein des MULPOCs, ferait perdre aux femmes africaines le bénéfice des acquis de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

115. Aussi, la présidente a-t-elle demandé au Comité d'experts de recommander au Conseil des Ministres, le maintien de l'assistance du PNUD, la poursuite par la CEA et le MULPOC de l'étude sur le rôle et l'apport des femmes dans l'agriculture vivrière :

- l'application de la résolution 535 (XX) de la 11ème Conférence de la CEA ;
- la participation des mécanismes nationaux aux exercices de préparation du 4ème cycle de programmation du PNUD.

116. A l'issue des débats, les participants ont demandé aux Etats membres et aux OIG de soutenir concrètement le programme en faveur de la femme en faisant à la CEA des annonces de contribution dont un pourcentage serait affecté à ce programme. Cette contribution pourrait inciter les bailleurs de fonds en à en faire autant.

Rapport intérimaire sur l'élaboration d'un plan de travail 1986-1987 pour le Système panafricain de documentation et d'information de l'Afrique de l'Ouest (WADIS) et le PADIS (Point 5M (i) de l'ordre du jour) et Rapport sur le Séminaire organisé à Niamey (Niger) à l'intention des pays du WADIS sur la méthodologie PADIS/DEVSIIS (point 5M (ii) de l'ordre du jour).

117. Au titre de ce point de l'ordre du jour, deux rapports ont été présentés. Le premier portait sur les diverses activités menées dans la sous-région, les progrès réalisés dans la mise en place du WADIS et le programme de travail pour 1986 (document ECA/MULPOC/NIA/IX/35). Le second définissait l'objectif du séminaire de formation de même que le cadre dans lequel il s'était déroulé (document ECA/MULPOC/NIA/IX/36).

118. S'agissant du premier rapport, le représentant du secrétariat a informé les participants que peu de progrès avaient été enregistrés en ce qui concerne la mise en place du WADIS. Il a indiqué que des ressources faisaient toujours défaut pour établir un cadre pouvant fonctionner efficacement et assurer la coordination effective des activités d'information dans la sous-région.

119. Il a informé en outre les participants des récentes consultations CEA/CEE tenues à Bruxelles, consultations au cours desquelles il avait été annoncé que des fonds pourraient être disponibles pour des projets comme le PADIS dans le cadre du programme régional de la Convention de Lomé III. A cet égard, les Etats membres avaient été instamment priés de soutenir le projet du PADIS et en particulier le programme du WADIS soumis à la CEE.

120. Le représentant du secrétariat a également fait état de l'assistance qui avait été prêtée aux Etats membres en 1985 (par exemple le Bénin, le Togo et la Guinée) dans divers domaines liés à l'information et exposé aux participants la nature et

le programme du séminaire de formation organisé par le PADIS à l'intention de tous les pays de la sous-région et qui venait de s'achever.

121. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont demandé des éclaircissements sur l'état d'avancement du programme de WADIS et prié le PADIS de continuer à rechercher des fonds. L'accent a été mis en particulier sur la nécessité pour les Etats membres et la CEA d'entrer directement en contact avec la CEE afin de bénéficier des ressources régionales disponibles dans le cadre de la Convention de Lomé III. Les participants ont souligné l'importance qu'il y avait à initier et à former les utilisateurs et suggéré qu'on essaye de rassembler des données sur les centres nationaux de documentation et d'information existants.

122. Pour conclure, les participants ont estimé qu'il importait d'accélérer la mise en place du WADIS et demandé aux Etats membres de soutenir le PADIS dans ses efforts visant à mobiliser les ressources pour la réalisation du programme du WADIS ainsi que d'activités connexes.

RAPPORT SUR LE COMITE TECHNIQUE SOUS-REGIONAL
PADIS POUR WADIS, Niamey, 15 - 16 NOVEMBRE 1985
(Point 5M (iii) de l'ordre du jour)

123. Le président du Comité technique sous-régional du PADIS pour le MULPOC de l'Afrique de l'ouest a présenté ce rapport (document ECA/MULPOC/NIA/IX/37). Après avoir rappelé la résolution 7 de la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, il a signalé que le Comité s'était réuni à Niamey pour discuter des problèmes liés au programme WADIS et souligné les recommandations de la réunion du Comité technique.

124. Le secrétariat a attiré l'attention des participants sur le fait que les recommandations du Comité technique sous-régional devaient être examinés par le Comité technique régional à sa prochaine réunion à Yaoundé. Il a indiqué que cette réunion du Comité régional étudierait les recommandations avant d'élaborer des stratégies en vue de l'adoption de mesures ultérieures aux niveaux national, sous-régional et régional.

125. La réunion a pris note du rapport du Comité technique sous-régional.

RAPPORT SUR LES ETUDES COMPLEMENTAIRES AUX
PROPOSITIONS VISANT A RENFORCER L'INTEGRATION
ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST (Point 5N de
l'ordre du jour)

126. Le secrétariat a présenté le rapport ECA/MULPOC/NIA/IX/38 conformément à la résolution 8 de la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC qui avait demandé l'élaboration de l'étude intitulée "Proposition en vue de la rationalisation des activités des organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest". Il a informé les participants que le projet d'étude avait été envoyé au Secrétaire Exécutif de la CEDEAO en Octobre 1985 pour observations et commentaires. A la deuxième Conférence de l'Association des Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest, le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO avait déclaré que, conformément à la décision prise par les chefs d'Etat des pays membres, l'étude serait examinée lors d'une réunion à laquelle participeraient des experts des pays membres et des OIG et qui devrait se tenir du 1er au 4 Avril 1986 avant sa soumission aux Autorités de la CEDEAO.

127. Au cours des débats, les participants ont signalé que la procédure telle qu'arrêtée dans la résolution 8 de la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC n'avait pas été respectée et suggéré que le rapport soit présenté à la réunion du

Conseil des Ministres du MULPOC pour commentaires et observations avant d'en saisir les autorités de la CEDEAO (Chefs d'Etat).

128. Les participants ont recommandé que, afin d'observer une certaine neutralité et une certaine objectivité dans le processus de rationalisation des activités des OIG de la sous-région, le MULPOC devrait continuer à jouer son rôle d'organisme directeur et faire d'abord examiner le rapport par ses organes de tutelle.

RAPPORTS SUR L'ASSISTANCE DU MULPOC AUX OIG
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (Point R O De l'ordre du jour)

129. Le représentant du secrétariat a introduit le document ECA/MULPOC/NIA/IX/39 et souligné les grands domaines dans lesquels le MULPOC avait fourni une assistance aux organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest. En rapport avec les principales activités, la publication du répertoire des OIG, et du bulletin de liaison, la création de comités sectoriels, l'organisation d'un séminaire sur l'intégration par le biais de l'élaboration et de l'harmonisation du programme de travail des OIG avaient été cités.

130. Au cours des débats qui ont suivi les participants ont exprimé la crainte que leur causait la priorité que semblait donner le MULPOC aux activités des Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest en dépit des difficultés qu'il éprouvait à appliquer son propre programme de travail. Ils ont en outre souligné que les OIG devaient mener leurs activités conformément à un mandat bien défini et qu'il ne fallait pas créer l'impression qu'une seule résolution pouvait y suffire.

131. Pour conclure, les participants ont lancé un appel au MULPOC pour qu'il consacre davantage de temps et de ressources à la réalisation de ses propres activités plutôt que de suivre celles des OIG.

ASPECTS DU PROJET DE PROGRAMME A EXECUTER
AU TITRE DU BUDGET 1988-1989, ROLE DES CENTRES
MULTINATIONAUX DE PROGRAMMATION ET D'EXECUTION
DE LA CEA (Point 6 de l'ordre du jour)

132. Le représentant du secrétariat a en introduisant le rapport CEA/MULPOC/NIA/IX/40 précisé que cette activité avait été menée pour répondre à la demande faite par les Etats membres de la CEA et particulièrement ceux de la sous-région de participer effectivement au processus d'élaboration du budget programme de la CEA et du MULPOC. Il a en outre indiqué que les projets de budget programme pour la période 1988- 1989 du MULPOC seraient envoyés dans le courant du troisième trimestre de 1986 aux Etats membres pour qu'ils puissent les étudier au niveau national afin de pouvoir en discuter lors des réunions des organes de tutelle du MULPOC en 1987.

133. La réunion a félicité le MULPOC pour avoir donné des informations et des éclaircissements sur ses modalités de fonctionnement à l'intérieur du système des Nations Unies sur le processus d'élaboration du budget programme du MULPOC et de la CEA. Les interventions avaient porté essentiellement sur les moyens permettant d'améliorer les résultats du MULPOC en particulier dans le domaine de l'assistance. Des suggestions et recommandations pertinentes avaient été formulées à cet effet et le MULPOC s'était engagé à les mettre en application. En particulier, il a été suggéré que les experts du MULPOC travaillent en étroite collaboration avec les experts nationaux lors de l'élaboration des études.

134. Des vues divergentes ont été exprimées sur la périodicité des réunions du MULPOC. Il a été finalement décidé de s'en tenir à la formule des réunions annuelles à la condition que celles-ci soient minutieusement préparées en vue d'une plus grande efficacité. Toutefois, l'idée de porter éventuellement cette périodicité à 2 ans pourrait être ultérieurement examinée en rapport avec les autres MULPOC.

Rapports sur les autres activités présentant un intérêt pour les Etats membres.

(Point 7 de l'ordre du jour).

135. Ce point de l'ordre du jour n'a fait l'objet d'aucune discussion.

Rapport sur les dispositions pour les futures réunions de la CEA (Point 8 de l'ordre du jour)

136. Le secrétariat a informé les participants des réunions de la CEA qui auront lieu du 2 au 21 Avril à Yaoundé (République du Cameroun).

- a) les Sixièmes Réunions d'Experts et des Ministres des pays les moins avancés auront lieu respectivement du 2 au 4 Avril et du 15 au 16 Avril 1986.
- b) la septième réunion du Comité technique Préparatoire Plénier aura lieu du 7 au 14 Avril 1986 ;
- c) la vingt-et-unième session de la Commission et la douzième réunion de la Conférence des Ministres auront lieu du 17 au 21 Avril 1986.

137. Le secrétariat a attiré l'attention des participants sur la tenue en Mai 1986 de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la crise économique en Afrique. A cet égard, il a exhorté les Etats membres du MULPOC pour l'Afrique de l'Ouest à participer à la réunion extraordinaire de la CEA qui aura lieu à Addis Abéba (Ethiopie) du 28 au 29 Mars en vue de permettre à la Commission d'étudier le projet de document à soumettre à cette session extraordinaire.

EXAMEN DES PROJETS D'ORDRE DU JOUR ET DE
PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA NEUVIEME
REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MULPOC
(Point 9 de l'ordre du jour)

138. Après examen de ce point, la réunion a adopté les projets d'ordre du jour et de programme de travail de la neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC.

QUESTIONS DIVERSES (Point 10 de l'ordre du jour)

139. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un certain nombre de participants ont souligné la nécessité d'améliorer les résultats du MULPOC en particulier sur le plan du rendement et des services à fournir aux Etats membres. Parmi les mesures envisagées à cet effet figuraient notamment :

- le renforcement du MULPOC par le biais d'une décentralisation et d'une contribution accrue des Etats membres tant en nature qu'en espèces ;
- la publication d'une brochure sur le MULPOC ;
- l'envoi des documents à temps aux Etats membres afin de leur permettre de préparer convenablement la réunion ;
- la mise en œuvre de moyens efficaces permettant d'assurer le bon déroulement des réunions.

140. La réunion a recommandé que des mesures soient prises pour améliorer les résultats enregistrés par le MULPOC.

Examen et adoption des projets de rapport et de résolutions
devant être soumis à la neuvième réunion du Conseil des
Ministres du MULPOC (Point 11 de l'ordre du jour).

141. Les participants ont, après modification, adopté les projets de rapport et de résolutions.

Séance de clôture (Point 12 de l'ordre du jour).

142. Une motion de remerciement avait été lue dont le texte figurait à l'annexe III du présent rapport.

143. Le Directeur du Bureau de la coopération économique de la CEA a après avoir approuvé la motion de remerciement adressée au gouvernement de la République Togolaise, félicité les participants pour le caractère franc et constructif de leurs débats notamment sur la sécheresse, la désertification et la crise économique et les problèmes auxquels faisait face le MULPOC. Il les a également félicité pour avoir défini clairement le rôle du MULPOC vis-à-vis des OIG de la sous-région d'une part et rappelé la responsabilité des Etats membres vis-à-vis du MULPOC d'autre part, en particulier sur le plan des contributions financières, des services d'appui et du soutien moral. Pour conclure, il a assuré aux représentants que des dispositions seraient prises pour assurer à l'avenir une meilleure distributions des documents.

144. Dans ses remarques, le président de la réunion a remercié tous les participants pour l'inappréciable contribution qu'ils avaient apportée au succès des délibérations. Il a également remercié le Directeur du Bureau de la coopération économique de la CEA, le Directeur du MULPOC et le secrétariat tout entier pour leurs efforts déployés en vue de la réussite de la réunion.

145. Le représentant du Ministère du Plan et de l'Industrie de la République Togolaise a remercié les participants pour la qualité du travail accompli ainsi que pour le sérieux avec lequel ils ont mené leurs débats sur les différents points inscrits à l'ordre du jour.

Pour conclure, il a remercié le MULPOC et le secrétariat en particulier le personnel technique pour la qualité du rapport et pour le bon déroulement de la réunion.

A N N E X E S

- I. - RESOLUTIONS
- II. - ORDRE DU JOUR
- ~~III. - MOTION DE REMERCIEMENT~~
- IV. - LISTE DES PARTICIPANTS.

RESOLUTION 1

Relative au programme de travail du MULPOC de l'Afrique
de l'Ouest pour la période biennale 1986-1987

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC
tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (Togo),

Rappelant la résolution 9 de la huitième réunion du
Conseil des Ministres du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest relative
à l'adoption de son programme de travail pour la période biennale
1986-1987,

Gardant à l'esprit la nécessité d'axer sur les principaux
domaines de priorité,

Demande au MULPOC d'améliorer le taux d'exécution de son
programme de travail.

RESOLUTION 2

Relative à l'étude sur les conditions socio-économiques
dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du
MULPOC tenue du 10 au 12 Février 1986,

Considérant la nécessité d'élaborer une étude
annuelle sur les conditions socio-économiques dans la sous-
région de l'Afrique de l'Ouest

Consciente des difficultés à obtenir des informations
à jour et des données statistiques appropriées ,

Félicite le MULPOC pour l'initiative prise d'inclure
l'étude dans son programme de travail

Demande aux Etats membres d'envoyer les informations à
solliciter pour l'élaboration de l'étude, par le secrétariat

RESOLUTION 3

RELATIVE AUX RESSOURCES EN EAU

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC
tenue du 10 au 12 Février 1986 à LOME (Togo),

Prenant note de la résolution 2 de la deuxième Conférence de
l'Association des Organisations Intergouvernementales,

Prie instamment les comités nationaux des ressources en eau
d'échanger régulièrement des données, d'expériences par le biais
de la commission de l'eau établi par l'Association des Organisa-
tions Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest.

Invite le CIEH, organisme spécialisé dans le secteur de l'eau, à
mettre à jour l'étude sur les inventaires des ressources en eau
dans la sous-région avec l'assistance financière et technique de
toutes les organisations à même de le faire.

RESOLUTION 4

Relative à l'Industrie

La Neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Niamey, tenue à Lomé (Togo) du 10 au 12 Février 1986,

Rappelant la résolution 35/668 de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptée en Décembre 1980, proclamant les années 80, Décennie du Développement Industriel de l'Afrique et la résolution A/Res/39/233 de l'Assemblée Générale des Nations Unies en date du 18 Décembre 1984,

Rappelant en outre la coopération des Etats membres avec les Organisations Intergouvernementales appropriées pour la création d'un comité sous-régional de la Décennie,

Tenant compte des projets industriels multinationaux prioritaires déjà identifiés dans la sous-région en vue de leur exécution au cours de la phase 1985 - 1990 de la Décennie,

Considérant que l'un des principaux obstacles à l'application des résolutions adoptées par le Conseil des Ministres réside dans l'absence d'activité de suivi,

Considérant que la C.T.P.D. et la C.E.P.D. interrégionales concernant les services de consultation, de recherche et d'information sur les engrais visent à renforcer la production agricole des Etats membres par la fourniture adéquate et l'utilisation accrue et efficace d'engrais,

Recommande :

A. Mesures à prendre par les Etats membres et les O.I.G. pour faciliter les activités de suivi

1. - Demande d'urgence aux Etats membres et aux OIG l'élaboration d'un plan détaillé d'exécution et de mécanisme de suivi et d'évaluation des résolutions adoptées au cours des différentes réunions,

2. - Invite les Etats membres et les OIG à communiquer aux organismes internationaux leur plan en précisant la nature de l'assistance qu'ils souhaitent recevoir.

B. - Sous-secteur de la métallurgie

Demande à l'union du fleuve Mano avec l'assistance de la CEA et de l'ONUDI d'entreprendre les actions nécessaires pour la réalisation d'une étude de marché sur les produits de la sidérurgie dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

C. - Sous-secteur de l'industrie chimique

1. - Soutien les propositions de mise en place :

- i - d'un réseau de consultation, de recherche et d'information sur les engrais en Afrique (FADINAF) sous l'égide conjointe de la CEA/FAO/ONUDI ;

- ii - d'un réseau d'organisme sous-régionaux conjointement avec la CEDEAO,

- iii - d'un réseau d'organismes nationaux désignés par les pouvoirs publics en vue de servir de bureaux de liaison technique et de correspondants au sein du réseau.

2. - Invite le Comité sous-régional pour la Décennie, en coopération avec la CEA et l'ONUDI de rechercher les fonds nécessaires pour entreprendre l'étude détaillée envisagée sur les projets dits de première génération.

D. - Sous-secteur des Industries agricoles

1. - Invite tous les Etats membres de la sous-région de mettre en place un comité national chargé des farines composées en ayant, si nécessaire, recours pour ce faire à l'assistance de la CEA.

2. - Prie les Etats membres de communiquer au Secrétariat de la CEA, les noms, adresses, numéro de téléphone et télex des journaux et magazines spécialisés locaux afin que la CEA puisse y faire publier à ses frais des articles sur le précis technique sur les farines composées.

3. - Demance à la CEA

- i - en collaboration avec la Côte d'Ivoire d'élaborer un programme modèle de CTPD entre la Côte d'Ivoire et les pays intéressés par la transformation du manioc. Ce modèle préparé sera diffusé dans les Etats membres producteurs de manioc,
- ii - de préparer un recueil des procédés technologiques améliorées utilisés par la petite industrie en Afrique pour la transformation du manioc en farine et en gari et diffuser ce recueil au niveau des Etats membres le plus tôt possible.
- iii - et au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques de publier et diffuser dans les Etats membres les diagrammes et schémas de production de la presse Colin jugés plus efficace pour l'extraction de l'huile de palme pour le femmes africaines et plus apte à être reproduite par les ateliers locaux.

E. - Coopération entre pays de la sous-région

Prie instamment tout Etat membre pouvant tirer avantage de l'expérience d'un pays africain dans l'exécution de son projet particulièrement à caractère multinational de négocier avec celui-ci directement un Accord de Coopération lui facilitant la réalisation de son projet.

RESOLUTION 5

1

Relative au commerce et aux finances

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (Togo),

Gardant à l'esprit les recommandations contenues dans l'étude préliminaire sur les principales entraves à l'accroissement de la production et à la promotion des échanges en Afrique de l'Ouest,

Prenant note de la résolution 3 de la deuxième Conférence de l'Association des organisations intergouvernementales d'experts tenue le 1er Février à Lomé,

Demande au MULPOC de participer effectivement à l'exécution des quatre études complémentaires à ce sujet dans le cadre du comité spécial composé de la CEDEAO, de la BOAD, de la CEAO et du MULPOC avec la CEDEAO comme organisme directeur.

RESOLUTION 9

Relative à

L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC tenue à LOME (Togo) du 10 au 12 Février 1986.

Rappelant la Résolution N° 9 de la huitième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC

Raconnaissant le rôle prépondérant que jouent les femmes dans la production vivrière aussi que d'autres secteurs.

Consciente de la nécessité de . . . maintenir le cadre de consultation et de concertation entre les femmes de la sous-région. que constitue le comité sous-régional.

Demande au MULPOC de poursuivre le programme déjà amorcé sur le rôle de la femme dans la production, la transformation et la commercialisation des produits vivriers.

Réitère sa demande d'assistance au PADIS/WADIS pour la formation des femmes dans la collecte et la diffusion des données relatives aux activités des femmes de la sous-région.

Demande aux Etats membres d'associer les femmes à l'élaboration des projets devant être financés dans le cadre de la quatrième programmation multinationale (1987 - 1991)

Demande en outre aux pays membres d'allouer une certaine partie de leurs contributions au Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique pour financer le programme féminin du MULPOC

Prie instamment les Etats membres d'appliquer la Résolution 535 de la onzième Conférence des Ministres de la CEA sur la femme et le développement en Afrique.

Invite les O.I.G. à contribuer à la mise en oeuvre du programme des femmes dans la sous-région

Prie le PNUD de continuer son assistance au programme du MULPOC sur l'intégration de la femme au développement.

RESOLUTION 10

Relative au Système Ouest - Africain de
Documentation et d'Information (WADIS)

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du
MULPOC tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (Togo),

Rappelant la résolution 7 de la huitième réunion du Conseil
des Ministres tenue du 15 au 18 Février 1985 à Niamey
(République du Niger),

Reconnaissant la nécessité de mettre en place un système
d'information en vue d'une planification efficace.

Lance un appel à tous les Etats membres pour qu'ils cherchent
à obtenir qu'une partie des fonds généralement alloués par la
CEE à l'exécution de projets régionaux dans le cadre de la
convention de Lomé III soit utilisé pour financer le projet
PADIS/WADIS.

Demande aux Etats membres de soutenir le projet du PADIS
et de participer activement à son exécution.

RESOLUTION 11

Relative au renforcement de l'efficacité du MULPOC

Rappelant la résolution de la onzième réunion de la Conférence des Ministres de la CEA demandant que soient renforcées les activités des MULPOC,

Considérant les graves conditions socio-économiques qui prévalent dans la sous-région,

Appréciant le rôle positif joué par le MULPOC dans la promotion et le renforcement de la coopération sous-régionale ainsi que dans la réalisation d'une autonomie collective ainsi que préconisée par le Plan d'Action de Lagos et la Déclaration d'Addis-Abéba,

Demande à la CEA de renforcer le MULPOC en accélérant le processus de décentralisation devant permettre de couvrir des domaines prioritaires dans le programme de travail du MULPOC,

Prie instamment les Etats membres de traduire en actes concrets la volonté déclarée de renforcer le caractère opérationnel du MULPOC par le biais d'une contribution accrue tant en nature qu'en espèces.

DISTR. : LIMITEE
CEA/MULPOC/NIA/IX/Rev.3

FEVRIER 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

... \ ...

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC) POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST

NEUVIEME REUNION DU COMITE D'EXPERTS

3 - 7 FEVRIER 1986

Lomé, TOGO

ORDRE DU JOUR

1. Séance d'ouverture
 - a) - Discours de bienvenue du Représentant du Gouvernement de la République togolaise
 - b) - Allocution du Président de la huitième session du Comité d'Experts, le Chef de la Délégation de la République du Niger
 - c) - Exposé du Directeur du Bureau de la Coopération Economique de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
2. Election du bureau
 - a) - Président
 - b) - Vice-Président
 - c) - Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et programme de travail de la réunion
 - a) - ordre du jour
 - b) - programme de travail

RESOLUTION • 6

CENTRE SOUS-REGIONAL DE RECHERCHE SUR
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LE BATIMENT
(C.E.R.E.M.)

La Neuvième session du Conseil des Ministres du MULPOC,
réunie à Lomé au Togo du 10 au 12 Février 1986,

Consciente du rôle primordial que doit jouer la recherche
appliquée dans l'amélioration de la situation des établissements
humains en général et dans la promotion des industries des
matériaux de construction et du bâtiment en particulier,

Rappelant que cette recherche doit s'appuyer autant que possible
sur les ressources de toutes sortes disponibles localement afin
d'élargir toujours davantage les bases d'une autosuffisance de la
sous-région dans le secteur considéré,

Prend note avec satisfaction de l'état d'avancement des activités
relatives à la création du Centre sous-régional de recherche sur
les matériaux de construction et le bâtiment (C.E.R.E.M.) par
l'intermédiaire de la transformation en Centre sous-régional du
Centre togolais de la construction et du logement (C.C.L.) situé
à Lomé au Togo.

Félicite les gouvernements des pays participants pour les efforts
qu'ils ont consentis dans ce sens en dépit des difficultés
actuelles liées en particulier à la sécheresse, à la désertifica-
tion et à la crise économique,

Félicite également le Secrétariat Exécutif de la C.E.A., et les
autorités du PNUD pour l'assistance appréciable qu'ils ont fournie
à cet égard ;

Prie les gouvernements des pays participants de continuer à soutenir matériellement et moralement le jeune Centre pour que celui-ci devienne progressivement autonome sur le plan financier ;

Demande aux gouvernements des autres pays de l'Afrique de l'Ouest de prendre toutes les dispositions nécessaires pour participer également, en tant que membres, aux activités du Centre.

Prie le Secrétaire Exécutif de la CEA de conjuguer ses efforts avec les autorités du PNUD, les pays et organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, les ONG intéressés pour que le Centre puisse bénéficier de leur assistance au moins au cours de la période 1987 - 1991.

RESOLUTION 7

Rérelative à l'assistance aux Etats membres
dans le domaine de la statistique

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du
MULPOC tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (Togo),

Consciente de l'importance cruciale des statistiques
dans le processus de développement,

Consciente de la pénurie de cadres moyens et de la
nécessité d'organiser des stages de formation en cours d'emploi,

Félicite le MULPOC pour les louables efforts qu'il
mène dans le cadre de l'assistance aux Etats membres,

Demande au MULPOC de poursuivre et d'étendre son
assistance à d'autres domaines en particulier au niveau de
l'agriculture et du secteur informel.

RESOLUTION 8

Relative à la population

La neuvième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (Togo),

Notant avec satisfaction le rapport du séminaire régional sur les projections démographiques organisé du 15 au 29 Juillet 1985 au siège du RIPS à Accra (Ghana)

Prenant acte des deux volumes sur le résumé des délibérations dudit séminaire qui vont être bientôt publiés,

Préoccupée par le nombre de plus en plus grand d'organismes internationaux faisant des projections démographiques,

Décide que les Etats membres de la sous-région devraient confier à un seul institut national le soin d'établir des projections démographiques.

Recommande en outre que les Etats membres de la sous-région évaluent ces diverses projections et en choisissent une devant servir dans le cadre de l'exécution d'un plan portant sur une période donnée.

4. Rapport intérimaire du Directeur du MULPOC sur la mise en application du programme de travail 1985 et sur les ressources humaines et financières du MULPOC.
5. Rapport détaillé sur la mise en application du programme de travail 1985

A. - ETUDE SUR LA SECHERESSE, LA DESERTIFICATION ET LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

B. - AGRICULTURE

- i) Harmonisation des politiques de prix agricoles
- ii) Rapport sur l'état d'avancement de la création d'un comité régional de semences en Afrique de l'Ouest
- iii) Rapport intérimaire sur la création d'une banque de données agricoles en Afrique de l'Ouest
- iv) Rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur les conditions agro-climatiques en Afrique de l'Ouest
- v) Etat d'avancement de l'étude sur les centres et laboratoires vétérinaires en Afrique de l'Ouest
- vi) Etat d'avancement des projets de Coopération et programmes de développement sur l'élevage.

C. - RESSOURCES EN EAU

- i) Eaux souterraines de quelques pays ouest africains (suivi étude CIEH)
- ii) Hydraulique villageoise (réalisations en la matière dans certains pays à mi-chemin de la Décennie Internationale de l'eau potable et de l'assainissement)
- iii) Suivi de l'étude sur les techniques d'irrigation (sur requête de l'OIG responsable)

Note d'Information

- iv) Contrôle des structures nationales pour l'approvisionnement en eau

D. - INDUSTRIE

- i) Etat d'avancement de la mise en application du programme de travail de la CEA en matière d'industrie dans les pays membres du MULPOC de Niamey
- ii) Rapport sur la réunion concernant la création d'un comité sur le développement industriel composé de la CEDEAO, l'Union du Fleuve Mano, la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de coopération, la BOAD, l'OMVS et la BAD.
- iii) Etude préliminaire sur la promotion des petites industries dans les pays les moins avancés (PMA) de la sous-région.

- iv) Répertoire des profils de projets
sur les petites industries en
Afrique

E. - COMMERCE ET FINANCES

- i) Etude sur les principales entraves
à l'accroissement de la production
et la promotion des échanges en
Afrique de l'Ouest
- ii) Rapport sur l'état d'avancement du
projet sur le commerce de transit
et les facilités de transit en
Afrique de l'Ouest
- iii) Rôle des sociétés transnationales
dans le transfert de technologie
vers les Etats de l'Afrique de
l'Ouest dans le domaine des
industries agro-alimentaires
- iv) Etude sur l'harmonisation des
politiques dans la sous-région de
l'Afrique de l'Ouest : traitement
du régime fiscal relatif aux inves-
tissements en Afrique de l'Ouest en
vue d'une coopération régionale

F. - TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

- i) Etat d'avancement de l'étude
africaine sur la main d'oeuvre et
les besoins en formation en matière
de transport
- ii) Rapport sur l'étude d'harmonisation
et de coordination des divers
modes de transport en Afrique

- iii) Rapport des réunions consultatives techniques sur les services ferroviaires, aériens et postaux
- iv) Rapport sur la réunion consultative technique sur les projets de transports aériens
- v) Rapport de la réunion technique consultative sur les projets de transports ferroviaires.

G. - RESSOURCES NATURELLES

- i) Rapport du Comité Intergouvernemental d'experts sur la science et la technique
- ii) Etat d'avancement de la mise en oeuvre des recommandations de la première et de la deuxième réunion de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minières en Afrique
- iii) Rapport sur l'état d'avancement des activités de mise en valeur des ressources minières en Afrique

H. - ETABLISSEMENTS HUMAINS

- i) Etat d'avancement de la création d'un centre de recherche sous-régional sur les matériaux de construction à Cacavelli.
- ii) Etude sur les problèmes de l'environnement découlant de l'exploitation des eaux souterraines pour l'utilisation agricole dans la zone soudano-sahélienne de l'Afrique de l'Ouest.

I. - RECHERCHE SOCIO-ECONOMIQUE

Etude annuelle des conditions
économiques et sociales dans la sous
région de l'Afrique de l'Ouest

J. - STATISTIQUES

- i) Assistance aux pays membres du MULPOC
de Niamey dans le domaine des
statistiques démographiques (Population
et recensement des habitations, enre-
gistrement et statistiques importants)
- ii) Rapport sur la formation interne
organisée à l'intention des cadres
moyens de la sous-région du MULPOC de
Niamey

K. - POPULATION

Rapport sur un atelier de formation
régional sur les projections démogra-
phiques

L. - INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Rapport des activités menées en faveur
de l'intégration de la femme au
processus de développement en 1985.

M. - SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET
D'INFORMATION (PADIS)

- i) Elaboration d'un plan de travail 1986-
1987 pour le système panafricain de
documentation et d'information de
l'Afrique de l'Ouest (WADIS) et le
PADIS

.../...

- ii) Rapport sur le séminaire de formation organisé à Niamey (NIGER) à l'intention des pays du WADIS sur la méthodologie PADIS/DEVSI
- iii) Rapport sur le comité technique sous-régional PADIS pour WADIS Niamey, 15 - 16 Novembre 1985

N - COOPERATION ECONOMIQUE

Rapport sur les études complémentaires aux "Propositions visant au renforcement de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest".

O - RAPPORT SUR L'ASSISTANCE DU MULPOC AUX OIG DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

- 6. Aspects du projet de programme à exécuter au titre du budget 1988-1989. Rôle des Centres Multinationaux de programmation et d'exécution de la CEA.
- 7. Rapports sur les autres activités présentant un intérêt pour les Etats membres.
- 8. Rapport sur les dispositions prises en vue de l'organisation des prochaines réunions de la CEA :
 - a) Sixième Réunion du Comité d'Experts et de la Conférence des pays les moins avancés
 - b) Septième réunion du Comité technique préparatoire plénier
 - c) Vingt-et-unième session de la Commission et douzième réunion de la Conférence des Ministres
 - d) Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise économique en Afrique

9. Examen des projets d'ordre du jour et de programme
----- de travail de la Neuvième Session du Conseil des
Ministres du MULPOC
10. Questions Diverses
11. Examen et adoption du rapport de la réunion et des
projets de résolution devant être soumis à la
Neuvième Session du Conseil des Ministres du MULPOC.
12. Séance de clôture
 - a) Motion de remerciements
 - b) Observations du Directeur du Bureau de la
Coopération Economique des Nations Unies
pour l'Afrique
 - c) Allocution du Président de la réunion
 - d) Discours de clôture du Représentant du
Gouvernement de la République togolaise.

A N N E X E III

Motion de remerciement

Les participants à la neuvième réunion du Comité d'experts du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest tenue du 10 au 12 Février 1986 à Lomé (République Togolaise) expriment leur profonde gratitude au gouvernement et au peuple togolais pour tous les moyens mis en oeuvre en vue du succès de la réunion ainsi que pour la chaleur de l'accueil.

Les participants à la neuvième réunion du Comité d'experts expriment au Général Gnassingbé Eyadéma, Président Fondateur du Rassemblement du Peuple Togolais, Chef de l'Etat du Togo, le sentiment de leur profonde admiration pour les inlassables efforts qu'il mène en faveur de la promotion et du renforcement de la coopération intra-africaine en général et de la coopération au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en particulier.

Lomé, le 7 Février 1986

La réunion

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION ET
D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC) POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST
NEUVIEME REUNION DU COMITE D'EXPERTS
3 - 7 FEVRIER 1986
LOME, TGO

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

Mr. AHOHE Emile

Chef Service Etudes et Synthèse

Ministère du Plan et de la Statistique

BURKINA FASO

Mr. SANON Gilles

Conseiller des Affaires Economiques

Ministère de la Planification et du Développement Populaire

COTE D'IVOIRE

Mr. KOUASSI KOUAME Jean Baptiste

Chargé d'Etudes

Ministère de l'Economie et des Finances

Mr. BOUBLI Goredje Benoît

Chargé d'Etudes

Ministère de l'Economie et des Finances

GAMBIE

Mr. JOBE Ebrima

Chairman of the Subregional technical Committee of PADIS for
West Africa

Mr. THOMAS Charles

Ministry of Economic Planning

.../...

GUINEE

Elhadj SAKOBA KEITA
Directeur Division CEDEAO/MR
Ministère Plan et Coopération Internationale

MALI

Mr. DIANE Kabiné Hari
Conseiller Technique
Ministère d'Etat chargé du Plan

NIGER

Mr. KEITA Michel
Ministère de l'Education Nationale, Enseignement Supérieur,
Recherche

Mr. Mallam Gata ZOULADAINI
Chef de Service Planification
Ministère du Plan

Mr. DIAGNE CHimère
Directeur Adjoint
Etudes et Programmation
Ministère des Ressources Animales

Mr. BOAUA Garba
Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement

Mr. Bako BOUBAKAR
Chef du Service Central
Ministère des Travaux Publics et de l'Habitat

NIGERIA

Mr. YESUFU M. B.
Secretary for Economic Affairs
Federal Ministry of National Planning

Mr. AKINOLA Adelani A.
Federal Ministry of Agriculture, Water Resources and Rural
Development

Mrs. SOMAYA R. O.
Federal Ministry of National Planning

SENEGAL

Mr. Daouda POUYE
Economiste Gestionnaire
Ministère Plan et Coopération

Mr. TOURE Elhadj Oumar
Conseiller Technique
Ministère du Développement Rural

TOGO

Mr. T.C. ADDRA
Directeur Général du Plan et du Développement
Ministère du Plan et de l'Industrie

Mr. Komlanvi ODAYE
Chef de la Division des Etudes Techniques et de la Synthèse
Ministère du Plan et de l'Industrie

Mme AITHNARD Ahlonkoba
Directrice de la Condition Féminine

Mr. TYPAMM A. ADDE
Ministère du Plan

Mr. FOLI Yaovi
Economiste
Ministère du Plan

Mr. Codjo DEMA
Chargé d'Etudes, Direction de la Coopération Economique
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Mr. LAWSON Latevi ATCHO
Directeur de la Coopération Economique
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

OBSERVATEURS

AIR AFRIQUE

Mr. COULIBALY Seydou
Cadre Commercial
01 BP 3927 ABIDJAN

.../...

ASECNA

Mr. AHONONGA Bernard

Chargé de Mission, Dakar, Sénégal

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (BCEAO)

Mr. TRENOU Kokou

Fondé de pouvoirs

BP 120

Lomé, République Togolaise

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT/WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK

Mr. GBENOU Aristide

Chef Division

BP 1172

Lomé, Togo

Mr. ADIKPETO Bernanrd

Directeur du Département de la Recherche et de la Programmation

BP 1172

Lomé, Togo

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

Mr. MANU, J.E.A.

Director Economic Studies and Statistics

PO BOX 1245, Lagos (Nigeria)

CONSEIL AFRICAINE DE L'ARACHIDE

Mr. Mour Mamadou SAMB

Secrétaire Exécutif

PO BOX 3025

Lagos, Nigeria

Mr. COULIBALY Bakary

Directeur Adjoint du Département Scientifique et Technique

PO BOX 3025

Lagos, Nigeria

.../...

FOSIDEC/CEAO

Mr. François KOUADIO
Chef de la Division des Opérations
BP 643, Ouagadougou
Burkina Faso

MANO RIVER UNION

Mr. MANSARAY Foday B. L.
Project Manager, Industrial Development Unit
PMB 133, Freetown
Sierra Leone

ONUDI

Mme MBEKEK Agnès
JPO
Lomé, TOGO

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

Mr. Henry L. BAZIN
Mr. CAMARA Momory
Mr. EKANEM
Mr. DANSOU Apeti
Mr. OCHOLA S.A.
Mr. BARRY Ibrahima
Mr. NGANGMUTA Daniel
Mr. NIANG Abdoulaye
Mme ARIBOT Mariama
Mr. CAMARA Kaba
Mr. CISSE Ibrahima
Mr. LAYE ousmane
Mr. DIEYE Atoumane
Mr. ZADI Urbain
Mr. KIBOUR Ghenna
Mr. Ebenezer FIRST-QUAO
Mr. Abdoul wahab Kane
Mr Sola TALABI

.../...

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

Mr. ASGHEDOM TEFATZION

Mme SEINI Aïssata

Mme SEYBOU Halima Haoua

Mme FALL Fatou

Mme SOSINA BEKELE

Mme Debrework HAILE